

BREVES HEBDOMADAIRES

CHINE CONTINENTALE

CONJONCTURE ([ici](#))

Cinquième Plenum : les premiers éléments rendus publics sur le 14^{ème} Plan Quinquennal réaffirment l'objectif d'un « développement de haute qualité », sans énoncer d'objectif chiffré

BANQUE ET FINANCE ([ici](#))

Réglementation : la PBoC publie un projet de révision de la loi qui la régit

Banque centrale : la PBoC et la Bank of Korea renouvellent leur ligne de swaps à 400 Mds RMB pour les cinq prochaines années

Marché des changes : certaines banques commerciales chinoises ont ajusté leur modèle de fixation du taux de change USD/RMB en éliminant l'incidence du facteur contra-cyclique

Ouverture financière : davantage de mesures de soutien via les programmes QFLP

Ouverture financière : S&P devient la première agence de notation entièrement étrangère pour la notation des obligations négociées en bourse chinoises

Marché à terme : Canton établira un marché à terme organisé d'ici la fin de l'année

Marché boursier : la CSRC envisage de fusionner la plateforme des PME de la Bourse de Shenzhen avec sa principale plateforme de financement

Marché boursier : dans le sillage de l'IPO de Xiamen Bank, net recul de l'action après les premières cotations

Finance verte : les régulateurs chinois ont publié un ensemble d'avis sur le financement climatique

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE ([ici](#))

Relations US-Chine : Les Etats-Unis se félicitent de l'avancée de la mise en œuvre du volet agricole du phase-1 deal

Politique commerciale : les Etats-Unis font appel de la décision de l'OMC selon laquelle les droits de douanes visant la Chine étaient illégaux

Investissements sortants : la première ligne de métro au Pakistan financée par la Chine entre en service

Relations UE-Chine : le 33^e cycle des négociations de l'accord d'investissement UE – Chine

Commerce extérieur : des exportations de matériel de protection toujours importantes malgré une baisse constante depuis le pic de mai

Electronique : Samsung Display obtient une licence pour fournir des écrans à Huawei

CLIMAT DES AFFAIRES ([ici](#))

Biosécurité : la Chine a adopté sa première loi sur la biosécurité, donnant le droit aux autorités de fermer les frontières et d'intensifier les contrôles douaniers

INDUSTRIE ET NUMERIQUE ([ici](#))

Politique industrielle : sans annonce majeure, le communiqué du 5^{ème} plénum réaffirme la volonté de la Chine de se positionner comme « puissance technologique »

Aluminium : le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) souhaite que la production dans l'Ouest de la Chine ne soit plus encouragée

Electronique : l'entreprise taïwanaise Foxconn tente de ralentir l'influence du chinois Luxshare

Cybersécurité : conférence de la Chambre de commerce européenne à Pékin

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS ([ici](#))

Cinquième Plénum : mention du pic d'émissions de carbone

Aviation civile : bilan du 13ème plan quinquennal en matière d'infrastructures aéroportuaires et aides publiques en 2021 en soutien à l'aviation régionale et générale

Energie : publication d'une circulaire explicitant le nouveau mécanisme de soutien aux énergies renouvelables

Energie : production énergétique du troisième trimestre 2020

Aéronautique : les intérêts de Boeing sont-ils menacés sur le marché chinois ?

Aéronautique : Airbus livre à China Southern le 500ème appareil A320 assemblé dans son usine de Tianjin

ACTUALITES REGIONALES ([ici](#))

Grande Baie : La Grande Baie accueille un nombre croissant de grandes fortunes chinoises

Hainan : Publication d'un premier plan de mise en œuvre du projet de port franc à Hainan

Grande Baie : La Grande Baie s'ouvre aux avocats de Hong Kong et Macao

Canton : Le métro de Guangzhou fait ses débuts à la bourse de Shenzhen

Shanghai : tenue du sommet financier du Bund, « Bund Finance Summit »

Shanghai : tenue du sommet de l'IBLAC, International Business Leaders' Advisory Council, en présence du maire de Shanghai Gong Zheng

Zhejiang : annonce de la rénovation d'un canal important reliant les ports de Ningbo et Zhoushan

HONG KONG ET MACAO ([ici](#))

Hongkong : les mesures de distanciation sociale sont de nouveau assouplies à compter du 30 octobre ; Au cours des 9 premiers mois de 2020, les exportations hongkongaises ont reculé de -4% g.a. et les importations de -6,8%. ; Sondage sur le sentiment des affaires : 25% des sondés craignent une dégradation de leur situation au T4. Baisse des prix à la consommation en septembre (-2,2%).

Macao : le taux de chômage de Macao atteint 2,9% au cours de la période de juillet à septembre ; les flux et les stocks d'IDE entrants à Macao ont augmenté en 2019 de +167,8 et de +21,2% respectivement.

TAIWAN ([ici](#))

Relocalisation des capacités de production à Taïwan : les investissements pourraient atteindre 627 Mds TWD (18 Mds EUR) en 2020

Production industrielle : 8^{ème} augmentation consécutive en septembre

Transformation numérique : Microsoft annonce le renforcement de sa présence dans plusieurs secteurs d'activité

Google : après Changhua et Tainan, un troisième projet d'implantation à Yunlin



MONGOLIE ([ici](#))

GAFI : sortie de la Mongolie de la liste grise actée lors de la session plénière du 21-23 octobre 2020

Exportations de charbon à coke : la Mongolie dépasse l'Australie et devient le premier fournisseur Chinois.

CONJONCTURE

Cinquième Plenum : les premiers éléments rendus publics sur le 14ème Plan Quinquennal réaffirment l'objectif d'un « développement de haute qualité », sans énoncer d'objectif chiffré

Le 14ème Plan Quinquennal vise un « développement sain et durable » promouvant une « croissance de qualité » et permettant de libérer pleinement le potentiel de croissance chinois. Selon le communiqué, la Chine présente d'ores et déjà des fondements solides à la poursuite d'une telle croissance (gouvernance institutionnelle améliorée, marché vaste, haut niveau de résilience, etc.) ; cependant, des faiblesses persistantes sont mises en lumière (déséquilibre du développement, difficulté des réformes, inadéquation encore tangible entre la capacité d'innovation et les exigences de développement de haute qualité, écart important entre le développement urbain et rural et disparités dans la répartition des revenus).

Le communiqué souligne la complexification de l'environnement international et le cadre peu favorable, qui ne doit cependant pas freiner le processus de réforme, de développement et de stabilité. En effet, l'idéologie directrice du 14ème Plan tend à promouvoir l'accélération de la « construction d'un système économique moderne », l'accélération de la « construction du nouveau modèle de développement de circulation duale », la « modernisation du système de gouvernance nationale », et la « stabilité économique » à long terme. Ces objectifs seront atteints grâce au renforcement continu de la mise en œuvre des nouveaux concepts de développement et des réformes.

Le concept théorique de « circulation duale » comme force motrice du nouveau modèle de développement est rappelé, visant à la construction d'un cycle intérieur comme entité principale, via la conjugaison du double cycle national et international. Les détails relatifs à la mise en œuvre de cette stratégie n'apparaissent pas à ce stade, mais ils pourraient inclure par exemple des mesures de soutien à la consommation intérieure et des changements dans les objectifs de politiques industrielles et technologiques. Les questions demeurent sur la manière dont la Chine envisagerait de stimuler la demande et la production intérieure, ie. « circulation intérieure » ainsi que d'équilibrer les politiques entre le maintien d'une économie orientée vers l'exportation avec des technologies et des investissements étrangers (« circulation extérieure ») et une croissance tirée par la demande intérieure), pour faire face à un environnement extérieur plus hostile.

A ce stade, aucun objectif chiffré en termes de croissance économique n'a été divulgué, à la différence du dernier 5ème plénum en 2015 qui avait dévoilé les premiers objectifs chiffrés du 13ème Plan (objectif de croissance annuel fixé alors à 6,5%). Les objectifs de croissance ont toujours été inclus dans les précédents Plans Quinquennaux, mais le ralentissement de la croissance (l'objectif de croissance du 13ème Plan ne sera pas atteint cette année en raison de la crise du Covid-19) ainsi que l'évolution de la rhétorique chinoise en faveur d'une croissance plus qualitative, pourraient rendre caduque la traditionnelle officialisation d'objectifs chiffrés, procurant de surcroît plus de flexibilité aux autorités chinoises dans l'élaboration des politiques économiques.

Retour au sommaire ([ici](#))

BANQUE ET FINANCE

Réglementation : la PBoC publie un projet de révision de la loi qui la régit

La PBoC a publié vendredi 23 octobre un projet de révision de la loi qui la régit (*Law of the People's Bank of China*), ouvert à commentaires publics. Le projet codifie formellement la place de la PBoC au sommet de l'ensemble des régulateurs financiers chinois, et tend à renforcer son rôle de supervision macro-prudentielle, l'objectif étant de donner à la banque centrale les moyens d'application de la loi à la hauteur de ses fonctions et d'améliorer l'efficacité de la supervision (cf. révisions du Chapitre 6 : « Mesures de surveillance et de réglementation »). Le projet donne également à la PBoC le pouvoir d'initier des projets de lois et règlements d'importance majeure. En outre, les révisions proposent d'augmenter considérablement le plafond des amendes pour violations financières, en plus de sanctions plus strictes telles la révocation des droits de licence et l'interdiction du marché, ainsi que d'accorder à la PBoC le pouvoir de suspendre le fonctionnement d'une institution financière, si nécessaire. Par ailleurs, le texte stipule que le RMB revêt à la fois une forme physique et numérique, fournissant une base juridique en vue de l'émission de la monnaie digitale de la PBoC (DCEP) à venir.

Pour rappel, la *Law of the People's Bank of China* a été promulguée en 1995 et n'a été révisée qu'une fois en 2003. Ces nouvelles révisions s'inscrivent dans les objectifs énoncés dès juillet 2017 lors de la cinquième *Conférence Nationale sur le Travail Financier*, puis lors du 19^{ème} Congrès National du PCC en octobre de la même année (inscription officielle du « Cadre réglementaire à deux piliers de la politique monétaire et de la politique macro-prudentielle » dans le rapport du 19^{ème} Congrès National du PCC), l'objet étant de renforcer et mieux coordonner la supervision du secteur financier chinois, tout en prévenant les risques systémiques. Il en était notamment résulté la création du Comité de stabilité et de développement financier du Conseil d'État en novembre 2017, puis la réforme du système financier en 2018, réaffirmant l'importance de la fonction de gestion macro-prudentielle de la PBoC. Selon Caixin, les analystes de marché estiment que l'avancement dans la réforme du système de supervision financière, via notamment le renforcement des mécanismes de contrôle et la centralisation de la fonction de supervision, s'en trouve renforcé.

Banque centrale : la PBoC et la Bank of Korea portent leur ligne de swaps à 400 Mds RMB pour les cinq prochaines années

La PBoC a confirmé jeudi 22 octobre le renouvellement de la ligne de swaps établie avec la Bank of Korea pour cinq années supplémentaires. La ligne a été portée à 400 Mds RMB (contre 360 Mds auparavant). Pour rappel, la PBoC et la BOK avait établi leur premier accord de swaps de change en 2008, après la crise financière, dans le but d'améliorer l'accès à la liquidité en devises étrangères au sein des systèmes financiers respectifs des deux pays. En particulier, cette ligne permet de sécuriser le financement par les banques commerciales chinoises des importations sud-coréennes. L'accord, établi en complément de la Chiang Mai Initiative, avait par la suite été renouvelé en 2011, 2014 et 2017, et devait expirer le 10 octobre 2020.

Les accords de swaps, généralement conclus de manière bilatérale entre banques centrales en vue de procéder à des échanges de devises, fournissent une protection contre le risque de liquidité en devises étrangères, et permettent donc de préserver la stabilité financière en prévenant les tensions qui apparaissent sur les marchés et pèsent sur l'économie réelle. A ce jour, la Chine a établi des accords bilatéraux de swaps avec une quarantaine de banques centrales.

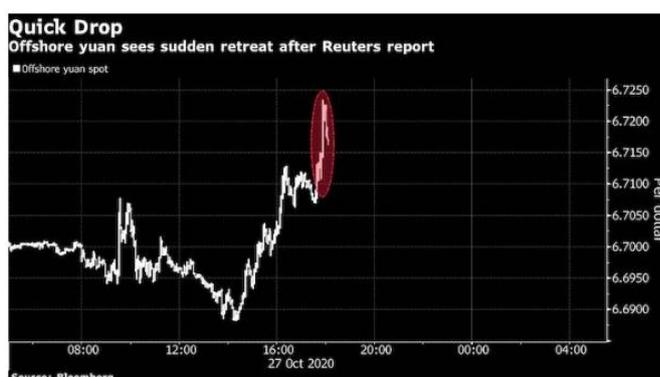
Marché de changes : certaines banques commerciales chinoises ont ajusté leur modèle de fixation du taux de change USD/RMB en éliminant l'incidence du facteur contra-cyclique, dans le contexte d'une période continue de forte appréciation du RMB

Selon une publication du *China Foreign Exchange Trade System*, certaines banques chinoises ont pris l'initiative d'arrêter l'utilisation du facteur contra-cyclique dans leurs formules de cotation du taux de change USD-RMB, qui sont transmises quotidiennement à la PBoC dans le cadre du mécanisme de fixation du taux de change de référence (*fixing rate*). En plus du facteur contra-cyclique, les banques intègrent normalement dans leurs formules de cotation le taux de change de clôture de la veille, et prennent en compte les évolutions majeures du taux de change contre d'autres devises. La PBoC publie alors le *fixing rate* final en tenant compte des cours proposés par 14 banques commerciales, ce cours servant de cours pivot autour duquel le RMB *onshore* peut fluctuer dans un intervalle de plus ou moins 2%.

Pour mémoire, le facteur contra-cyclique avait été introduit en mai 2017 pour freiner la dépréciation du RMB et une dynamique de sorties massives de capitaux ; puis suspendu en janvier 2018 alors que le RMB s'inscrivait à l'inverse dans une dynamique d'appréciation continue ; et *in fine* réintroduit en août 2018 dans le contexte d'une dégradation des relations sino-américaines liée aux tensions commerciales.

Selon Reuters, la PBoC aurait récemment demandé aux 14 banques d'ajuster leur mécanisme de fixing en suspendant l'intégration du facteur contra-cyclique. Cette manœuvre, introduisant une latitude accrue pour les banques dans les calculs de fixation du taux de change qu'elles proposent, permettrait de piloter à la baisse le taux de change, alors que le RMB poursuit depuis plusieurs semaines sa forte appréciation. Cette manœuvre intervient également à la suite de l'annonce de la PBoC le 10 octobre sur l'abaissement (en pratique la suspension) du ratio de réserves imposées aux opérations de change à terme, conduisant à diminuer le coût de la couverture de change et partant à faciliter la mise en place de positions longues en devises et emprunteuses sur le RMB, qui a permis de limiter l'appréciation du RMB, mais dont les effets se sont estompés rapidement après.

Le mercredi 28 octobre, le USD/CNY fixing rate a été établi à 6,7195 contre 6,6989 le 27 octobre et 6,6725 le 26 octobre. A la suite des annonces de Reuters le 27 octobre, le yuan offshore a chuté de 0,3% à 6,7234 pour un dollar.





Ouverture financière : davantage de mesures de soutien via les programmes QFLP

Les autorités de Hainan ont pris des mesures provisoires permettant aux investisseurs étrangers d'investir plus facilement à Hainan dans le cadre d'un programme de *Qualified Foreign Limited Partnership (QFLP)*. Les mesures provisoires comprennent :

- Un processus d'inscription simplifié qui ne nécessite pas d'examen préalable ;
- Un mécanisme de liste négative qui délimite clairement les activités interdites ;
- Pas de capital social minimum ni d'exigence de capital souscrit ;
- Egalité de traitement des investisseurs étrangers et nationaux ;
- Incitations fiscales ;

Par rapport aux programmes QFLP dans d'autres régions, celui de Hainan sera plus attrayant pour les petites institutions en raison d'un seuil d'entrée plus bas.

En outre, Wang Chunying, administrateur adjoint de la SAFE, a déclaré que le régulateur envisageait un plan de réforme pilote pour les programmes QFLP au niveau national, en réduisant les formalités administratives du programme et en élargissant la gamme d'options d'investissement pour les investisseurs étrangers.

Pour mémoire, mis à l'essai pour la première fois à Shanghai en 2011, les programmes QFLP permettent aux investisseurs institutionnels et individuels étrangers d'investir sur le marché chinois du capital-investissement privé après avoir déposé des devises étrangères dans un fonds en RMB *onshore*. Ils sont maintenant également testés dans d'autres villes, notamment Beijing, Tianjin, Chongqing, Shenzhen, Zhuhai, Guangzhou, Qingdao et Guiyang.

Ouverture financière : S&P devient la première agence de notation entièrement étrangère pour la notation des obligations négociées en bourse chinoises

S&P Ratings (China) Co. Ltd., a annoncé qu'elle avait été inscrite auprès du régulateur des valeurs mobilières chinois (CSRC) pour mener des activités de notation de crédit sur le marché chinois des obligations négociées en bourse, ce qui en fait la première agence de notation étrangère à le faire. Cet enregistrement permet à *S&P Ratings (Chine)* d'évaluer les obligations et les titres adossés à des actifs qui sont négociés sur le marché obligataire en bourse, à l'exception des obligations d'Etat.

Créée en juin 2018, *S&P Ratings (Chine)* a obtenu l'approbation de la PBoC pour évaluer les obligations sur le marché interbancaire en janvier 2019, ce qui en fait la première agence de notation de crédit étrangère sur le marché obligataire domestique. S&P a émis sa première notation sur une obligation chinoise en juillet 2019.

Marché à terme : Canton établira un marché à terme organisé d'ici la fin de l'année

La Chine envisage d'établir un nouveau marché à terme organisé à Canton mi-décembre. Si tout se passe comme prévu, cette bourse deviendra le premier marché à terme de la Chine continentale créé depuis 14 ans et le cinquième marché régulé par la CSRC.

Le projet de Grande baie (*Greater Bay Area*), couvrant le Guangdong-Hong Kong-Macao, publié en février 2019 comprenait un plan visant à mettre en place un marché à terme à Canton spécialisé notamment dans l'échange de contrats à terme sur les émissions de carbone. Toutefois, le lancement des contrats à terme sur les émissions de carbone devrait être probablement reporté, le marché



n'étant pas jugé suffisamment mature par le ministère de l'Écologie et de l'Environnement. La Chine compte actuellement quatre marchés à terme organisés: *China Financial Futures Exchange*, qui héberge principalement des contrats à terme sur obligations et actions, *Dalian Commodity Exchange*, *Shanghai Futures Exchange* et *Zhengzhou Commodity Exchange*.

Marché boursier : la CSRC envisage de fusionner la plateforme des PME de la Bourse de Shenzhen avec sa principale plateforme de financement

La CSRC envisage de fusionner la plateforme des PME de la Bourse de Shenzhen avec sa principale plateforme de financement. La fusion encouragera probablement les entreprises à s'inscrire à la plateforme principale, qui héberge environ un cinquième des sociétés cotées à Shenzhen et n'a plus vu d'introduction en bourse depuis 2000 dans la mesure où la Bourse de Shenzhen a suspendu les introductions en bourse en vue de la préparation du lancement du ChiNext.

La Bourse de Shenzhen se compose de trois plateformes de financement : la plateforme principale, la plateforme des PME et le ChiNext. La plateforme principale, qui a été créée en 1990, abrite principalement de grandes valeurs de premier ordre. La plateforme des PME sert principalement aux petites et moyennes entreprises à potentiel de croissance élevé. Le ChiNext se concentre sur les startups de haute technologie. Il n'est plus nécessaire de distinguer la plateforme principale et la plateforme des PME car leurs exigences réglementaires de cotation sont similaires. Actuellement, la Bourse de Shenzhen compte 469 sociétés inscrites à la plateforme principale, 982 à la plateforme des PME et 868 au ChiNext. Leurs capitalisations boursières sont de 8800 Mds RMB, 13100 Mds RMB et 10300 Mds RMB respectivement.

Marché boursier : dans le sillage de l'IPO de Xiamen Bank, net recul de l'action après les premières cotations

Pour la première fois depuis le début de l'année, une banque a fait l'objet d'une introduction en bourse, dans un contexte difficile pour les banques chinoises. En effet, la plupart des 52 banques chinoises cotées affichent actuellement une valorisation boursière inférieure à leur valeur comptable, ce qui n'est pas le cas de Xiamen Bank, au vu du cours retenu dans l'introduction. La banque a été introduite sur la base d'un cours de bourse de 6,71 RMB par action, ce qui correspond à la valeur comptable par action. Pour rappel, il est interdit aux banques de procéder à des introductions en bourse ou à des augmentations de capital lorsqu'elles affichent un *badwill* (différence négative entre la valeur boursière et la valeur comptable ou *book value*).

Le marché a cependant procédé à un ajustement rapide de la valorisation boursière de Xiamen Bank, le PER de cette banque correspondant à deux fois la moyenne du secteur (14 contre 7). L'action a en effet fait l'objet d'une suspension des cotations dès mercredi, après avoir reculé de 10% dans le sillage des premières cotations consécutives à l'IPO mardi 27 octobre.

Xiamen Bank est la première banque urbaine cotée dans la province du Fujian. Fin septembre 2020, le total des actifs de Xiamen Bank s'élevait à 271 Mds RMB, soit une augmentation de 9,87% par rapport à fin 2019. Le ratio d'adéquation des fonds propres de la banque est de 14,10% et le ratio d'adéquation des fonds propres de niveau I est de 10,35%, relativement plus élevé que la plupart des banques urbaines. Le ROE de Xiamen Bank a reculé de 11,11% fin 2019 à 7,84% fin septembre 2020. Le principal actionnaire de Xiamen Bank est le Bureau des Finances de Xiamen qui détient 20,21% de participation, les participations restantes étant détenues par *Taiwan Fubon Financial Holdings* (19,95%), *Beijing Shengda Xingye Real Estate Development Co., Ltd* (10,65%) et *Fujian Septwolves Group* (8,90%).



Finance verte : les régulateurs chinois ont publié un ensemble d'avis sur le financement climatique

Cinq régulateurs chinois (Ministère de l'Ecologie et de l'Environnement, Commission nationale de développement et de réforme, PBoC, CBIRC, CSRC) ont publié conjointement un ensemble d'avis destinés à orienter davantage de ressources capitalistiques vers des projets respectueux du climat et à mobiliser le système financier pour lutter contre le changement climatique. Le document recommande que le secteur financier joue un plus grand rôle dans la protection de l'environnement afin d'atténuer le changement climatique en développant le financement des industries émergentes stratégiques et celui de sources d'énergie non fossiles, en soutenant des projets de capture du carbone et en aidant à financer des puits de carbone, en accélérant la construction d'infrastructures non polluantes, en soutenant la recherche scientifique et en aidant à améliorer l'adaptabilité de l'agriculture. D'autres mesures comprennent :

- la participation des particuliers et des institutions financières aux ETS et l'aide donnée aux institutions financières afin de développer des produits dérivés tels que les contrats à terme sur le carbone.
- la volonté d'attirer des entités étrangères en vue d'émettre des obligations vertes et détenir davantage d'actifs financiers verts libellés en yuans.
- la promotion des échanges offshore de produits financiers verts libellés en yuans ainsi que la possibilité d'acquérir des actifs financiers verts à l'étranger, et l'appui aux entités nationales souhaitant créer des fonds liés au climat libellés en yuans et permettant de « verdir » les investissements à l'étranger.
- la coordination de normes pour le financement vert et l'accélération de nouvelles normes de divulgation d'informations pour les fonds et projets d'investissement climatique.

Les directives sur le financement climatique interviennent un mois après que le président Xi Jinping a indiqué le mois dernier que la Chine s'efforcera d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2060. Ces directives sont appelées à compléter la publication des lignes directrices sur un cadre de finance verte en 2016.

Retour au sommaire ([ici](#))

ECHANGES ET POLITIQUE COMMERCIALE

Relations US-Chine : Les Etats-Unis se félicitent de l'avancée de la mise en œuvre du volet agricole du phase-1 deal

Un rapport conjoint du bureau du représentant pour le commerce (USTR) et du département de l'agriculture (USDA) des États-Unis, paru le 23 octobre 2020, se félicite de l'avancée de la mise en œuvre du volet agricole de l'accord commercial bilatéral signé entre les États-Unis et la Chine en janvier 2020. Au moins 50 des 57 engagements de levée de barrières techniques non tarifaires à l'importation sur divers produits agricoles américains auraient été tenus dans les sept premiers mois de qui ont suivi la mise en œuvre de l'accord, en mars. La Chine aurait par ailleurs déjà acheté une valeur de 23,6 Md USD de produits agricoles américains les 32 Md USD d'achats agricoles prévus pour cette première année de l'accord. Les produits bénéficiaires de ces ouvertures du marché chinois sont la viande de volaille, la viande de bœuf, les nectarines, avocats et myrtilles de Californie, l'orge, les produits bruts destinés à l'alimentation animale, certains produits de la mer dont les homards, les viandes de bœuf et de porc transformées, les pommes de terre à frites, etc.

Des avancées majeures ont été réalisées avec l'abaissement des barrières SPS : les douanes chinoises reconnaissent à présent le système américain de gestion de la sécurité sanitaire des produits laitiers, notamment l'enregistrement des recettes de laits infantiles, facilitant ainsi leur importation en Chine. En matière de gestion des épizooties, le principe de régionalisation des États-Unis est acquis pour l'influenza aviaire hautement pathogène et la maladie de Newcastle : des cas de ces deux épizooties survenant dans certains États américains n'empêcheront pas les exportations de produits de volaille vers la Chine par des producteurs situés dans d'autres États non touchés. Il convient de noter que ces deux avancées américaines (simplification de l'accès au marché chinois pour les produits laitiers ; reconnaissance du zonage) constituent une discrimination vis-à-vis des pays et des producteurs européens, qui ne bénéficient pas des mêmes facilités, sans que ce bloqué ne soit justifié par un système sanitaire non performant que celui des États-Unis.

Le rapport officiel, mais qui apparaît fortement teinté de préoccupations électoralistes, rappelle que tous ces développements découlent de la stratégie commerciale offensive du Président Trump et entraîneront une croissance conséquente des ventes des agriculteurs américains et des retombées économiques positives pour les zones rurales des États-Unis.

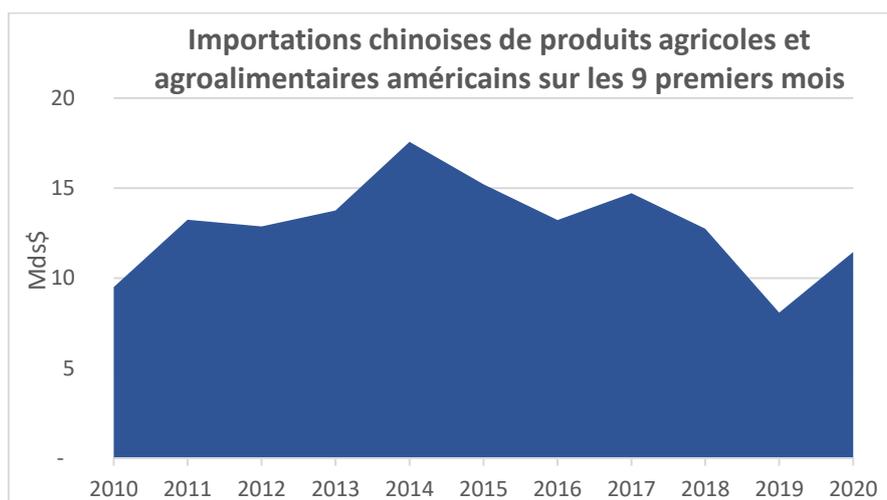
Cependant, des analyses indépendantes des données commerciales mettent à mal la perspective triomphaliste de l'administration Trump. Non seulement la Chine est loin derrière ses engagements d'achats de tous produits et services américains prévus par l'accord (65,9 Md USD achetés contre 124,9 Md USD prévus), mais les échanges commerciaux entre la Chine et les États-Unis en 2020 restent en deçà de leur niveau d'avant 2017, année où le Président Trump décida de durcir les conditions d'importations de produits chinois aux États-Unis, déclencha une guerre commerciale qui a déstabilisé les chaînes de valeurs et les échanges internationaux. Les excellents résultats des exportations américaines de soja, de sorgho et de bœuf relevés par le rapport USTR-USDA comparent les derniers chiffres de 2020 avec ceux de l'année 2017, année où les échanges sino-américains de produits agricoles étaient réduits à néant du fait de la guerre commerciale. Enfin, ils apparaissent davantage dus à la forte hausse de la demande chinoise, accrue par la chute drastique de la production porcine suite à l'épizootie de peste porcine africaine, et par les besoins en soja et en céréales pour l'alimentation animale. La marge de progrès impressionnante est en fait toute relative.

De plus, en analysant en détail le volet agricole des échanges, la Chine n'avait en fait atteint en septembre que 65% de la cible ajustée à la saison prévue d'importations de produits agricoles américains. Il lui faudrait encore importer 62% de l'ensemble de ses engagements de l'année sur les trois derniers mois pour atteindre les objectifs de l'accord. Par ailleurs, les progrès dans les exportations américaines vers la Chine sur le porc, le maïs et le coton ne pourront pas compenser la perte énorme du marché du soja en Chine. En contre-offensive des attaques commerciales américaines, la Chine avait introduit des droits à l'importation sur le soja américain. L'industrie chinoise de l'alimentation animale a depuis trouvé d'autres fournisseurs sud-américains ; la baisse toute relative des tarifs sur le soja américain n'est à présent pas suffisante pour faire revenir les clients chinois qui s'approvisionnent auprès d'autres fournisseurs.

Un rapport du *think-tank* américain *Peterson Institute for International Economics* (PIIE) accuse l'administration Trump d'une faute grave en matière de choix stratégique commercial avec la Chine. En axant les engagements chinois du nouvel accord bilatéral sur une valeur annuelle d'importations à atteindre et sur la levée de barrières non tarifaires ciblant beaucoup de produits agricoles relativement négligeables dans la balance commerciale Chine États-Unis, l'accord s'est privé de la possibilité d'entamer les barrières tarifaires encore très importantes qui grèvent le plus gros des exportations américaines vers la Chine. Cette politique envoie aussi un message délétère aux autres partenaires commerciaux des américains : les États-Unis utilisent des accords commerciaux bilatéraux favorables pour voler des parts du marché chinois aux producteurs d'autres pays concurrents sur les mêmes produits.

Le rapport USTR-USDA qui paraît deux mois avant la fin de l'année calendaire aurait pour but principal de convaincre les électeurs ruraux, essentiels pour la réélection du Président Trump, de voter pour ce dernier lors des élections du week-end prochain. D'ailleurs, aucun organe de presse chinois n'a repris le communiqué de l'USTR-USDA cette semaine.

Importations chinoises de produits agricoles et agroalimentaires américains sur les 9 premiers mois :



Source : douanes chinoises

Sources : [USTR-USDA](#), [PIIE](#), Politico PRO et Washington Trade Daily

Politique commerciale : les Etats-Unis font appel de la décision de l'OMC selon laquelle les droits de douanes visant la Chine étaient illégaux

Les Etats-Unis ont fait appel le 26 octobre de la [décision](#) de l'OMC déclarant les droits de douane américains sur plus de 234 Mds\$ d'importations de produits chinois contraires au droit du commerce international (voir les [brèves de la semaine du 14 septembre](#)).

Ce pourvoi en appel emporte la décision du 15 septembre dans les limbes de l'OMC puisque l'organe d'appel est paralysé depuis que les Etats-Unis bloquent la nomination de nouveaux membres.

L'absence de pourvoi en appel de la part des Etats-Unis n'aurait eu de toute façon que peu d'effets : l'OMC aurait pu, à la fin d'un processus juridique de plusieurs années, qu'autoriser la Chine à prendre des mesures de rétorsion, chose déjà faite.

Tarifs américains supplémentaires			
Tranche	Niveau	Date d'imposition	Commentaire
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	106 produits sont sujets à ces droits de douane, principalement du matériel de transport (véhicules, avions, navires)
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	
200 Mds USD	25 % (10% avant le 10 mai 2019)	24 septembre 2018	Les biens intermédiaires (dont les ordinateurs et les équipements automobiles) représentent 47 % des importations de produits de cette liste. Relèvement au 10 mai 2019 - Exemption sur des produits médicaux et technologiques depuis octobre 2019, étendue jusqu'au 31 décembre 2020
112 Mds USD ¹	7,5 % (15% avant le 14 février 2020)	1 ^{er} septembre 2019	Réduit à 7,5 % selon le « <i>phase one deal</i> »
160 Mds USD ²	15 %	15 décembre 2019	Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l'annonce de la signature prochaine d'un « <i>phase one deal</i> ».
Au 14/02/20	Tarifs supplémentaires américains sur environ 362 Mds USD de biens CN		

Tarifs chinois supplémentaires			
Tranche	Niveau	Date d'imposition	Commentaire
34 Mds USD	25 %	6 juillet 2018	Exemption sur l'auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019,
16 Mds USD	25 %	23 août 2018	Exemption sur l'auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019 et sur des équipements médicaux et minerais depuis le 19 mai 2020.

¹ Estimations du [Peterson Institute for International Economics\(PIIE\)](#)

² 14,3 Mds USD d'automobiles et parties automobiles sont concernées par l'exemption

60 Mds USD	5, 10, 20 et 25 % (5 à 10 % avant le 1 ^{er} juin 2019)	24 septembre 2018	Relèvement au 1 ^{er} juin 2019 – Exemption sur l’auto** depuis le 1 ^{er} janvier 2019, sur des produits agricoles et chimiques depuis le 17 septembre 2019 ³ et le 26 décembre 2019 ⁴ et des produits agricoles, chimiques et énergétiques depuis le 2 mars 2020.
29 Mds USD**	2,5 et 5 % (5 et 10% avant le 14 février 2020) (y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)	1 ^{er} septembre 2019	Réduit de moitié selon le « <i>phase one deal</i> »
45 Mds USD**	+5 à 10% (y compris sur des biens déjà inscrits sur les listes de 34 Mds, 16 Mds ou 60 Mds)	15 décembre 2019	Hausse suspendue le 13 décembre 2019, à l’annonce de la signature prochaine d’un « <i>phase one deal</i> ».
Au 14/02/20	Tarifs supplémentaires chinois sur environ 90 Mds USD de biens US		

Investissements sortants : la première ligne de métro au Pakistan financée par la Chine entre en service

Selon [Caixin](#), le 25 octobre, la première ligne de métro au Pakistan – « *Orange Line* », financée par la Chine sous l’égide des Nouvelle Route de la Soie et du projet *China-Pakistan Economic Corridor (CPEC)*, est entrée en service dans la ville de Lahore.

Le « *Orange Line* » a été conjointement construit par *China State Railway Group Co. Ltd* et *China North Industries Co. Ltd.*, deux entreprises publiques chinoises ; avec un prêt préférentiel de plus de 1,6 Md\$ accordé par la Banque d’exportation et d’importation de Chine, et le reste du projet financé par le gouvernement provincial de Punjab. La ligne est actuellement gérée et entretenue par *Guangzhou Metro Group Co. Ltd.*

La finalisation du projet de construction a été retardée de plus d’un an, à cause des inquiétudes sur la conservation des sites historiques et la dette massive accumulée par Pakistan. La ligne devrait réduire les embouteillages en transportant plus de 250 000 passagers chaque jour selon les autorités pakistanaises

Relations UE-Chine : le 33^e cycle des négociations de l’accord d’investissement UE - Chine

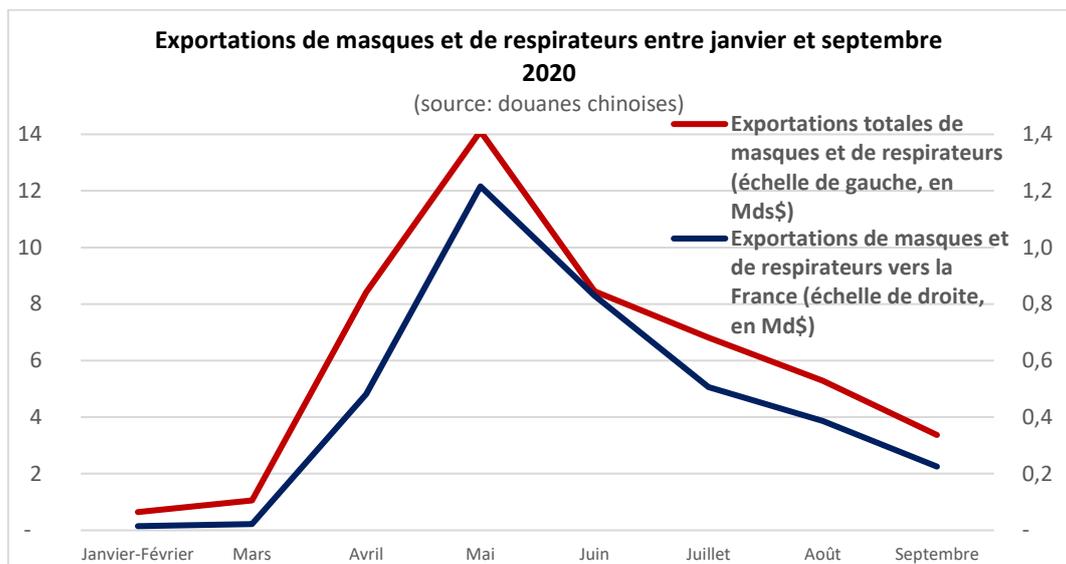
Le 33^e cycle des négociations pour l’accord d’investissement entre l’UE et la Chine a eu lieu du 18 au 23 octobre en ligne. Selon [le porte-parole du ministère chinois du Commerce \(MofCom\)](#), les deux parties ont négociés sur des problèmes résiduels du texte et sur l’accès au marché.

Malgré la pandémie, l’UE et la Chine ont déjà effectué 8 cycles de négociations formelles au cours de cette année. En septembre, lors du sommet UE-Chine, les dirigeants européens et chinois ont réaffirmé l’objectif de conclure les négociations d’ici la fin de cette année.

³ D’une valeur de moins de 2 Mds USD d’après les estimations du [PIIE](#)

⁴ D’une valeur de moins de 1 Md USD d’après les estimations du [PIIE](#)

Commerce extérieur: des exportations de matériel de protection toujours importantes malgré une baisse constante depuis le pic de mai



Les exportations chinoises de masques et de respirateurs ont continué de diminuer en septembre (3,4 Mds USD vers le monde, 225 MUSD vers la France) après avoir atteint un pic en mai (14,1 Mds USD vers le monde, 1,2 Md USD vers la France). Les exportations restent importantes, elles n'étaient que de 645 M USD vers le monde et 15 M USD vers la France sur les deux premiers mois de l'année.

Electronique : Samsung Display obtient une licence pour fournir des écrans à Huawei

Samsung Display a [obtenu](#) une licence du gouvernement américain pour fournir des panneaux à Huawei. Il n'est cependant pas certain que Huawei puisse utiliser les écrans de Samsung Display, SK Hynix n'ayant à ce jour pas obtenu de licence similaire.

Depuis le 15 septembre, les fournisseurs doivent obtenir une licence spécifique s'ils veulent fournir Huawei avec des composants issus de technologie américaine. En septembre, Intel et AMD avaient également indiqué avoir reçu des licences pour fournir des puces à Huawei sans toutefois spécifier le type de produit exact.

Retour au sommaire ([ici](#))



CLIMAT DES AFFAIRES

Biosécurité : la Chine a adopté sa première loi sur la biosécurité, donnant le droit aux autorités de fermer les frontières et d'intensifier les contrôles douaniers

Le Congrès national du peuple a adopté le 17 octobre sa première loi sur la biosécurité. Elle établit un système de réponse aux incidents majeurs de biosécurité à l'étranger, qui pourrait poser un problème pour les exportations de pays étrangers puisque la Chine affirme que la pandémie pourrait avoir son origine en dehors de ses frontières.

L'article 24 donne en effet le pouvoir aux douanes chinoises de suspendre l'entrée de personnes et de biens sur le territoire et même de fermer les ports et les frontières en cas « d'incident majeur de biosécurité à l'étranger ». Pour rappel, la Chine a accusé à plusieurs reprises des importations de produits étrangers comme étant à l'origine de nouvelles contaminations de Covid19, notamment à Pékin et à Qingdao.

Retour au sommaire ([ici](#))

INDUSTRIE ET NUMERIQUE

Politique industrielle : sans annonce majeure, le communiqué du 5^{ème} plénum réaffirme la volonté de la Chine de se positionner comme « puissance technologique » (科技实力)

Le [communiqué](#) publié par l'agence Xinhua suite au cinquième plénum du Parti Communiste Chinois (PCC), qui s'est tenu du 26 au 29 octobre, insiste fortement sur le renforcement des capacités nationales d'innovation de la Chine.

Le plénum met cependant l'accent sur la « complexité des changements » de l'environnement dans lequel le pays se développe. Cet environnement « instable » permet également d'expliquer la stratégie de la « circulation duale », déjà identifiée depuis plusieurs mois comme axe structurant du 14^{ème} plan quinquennal à venir. Après avoir rappelé les progrès réalisés par la Chine lors du treizième plan quinquennal pour renforcer sa puissance économique et scientifique, il est néanmoins constaté que « les capacités d'innovation ne répondent pas aux demandes d'un développement de haute qualité ». Au sein de ce système, des « opportunités » existeraient ainsi, notamment pour permettre le développement de capacités autonomes dans plusieurs domaines, le cycle intérieur devant être « tiré par l'innovation » (创新驱动). Des objectifs ambitieux sont mis en avant dans le cadre d'une vision 2035 : il s'agit de faire de la Chine un « pays fort » (强国) dans de nombreux domaines tels que la nouvelle industrie, la numérisation, mais aussi l'éducation, les talents ou encore le sport.

Cet « environnement complexe » peut être interprété comme une référence implicite à l'épidémie de Covid-19, mais aussi à la méfiance grandissante de nombreux pays vis-à-vis de la Chine. Si la relation avec l'étranger, toujours présentée comme « gagnant-gagnant » (共赢) est encouragée dans une approche ouverte, la Chine doit néanmoins s'appuyer sur son avantage de « grand marché » dans ses coopérations avec le reste du monde. Ce terme pourrait sous-entendre une relation asymétrique avec certains pays, considérés comme mineurs, notamment dans le cadre de l'initiative des Nouvelles Routes de la Soie (BRI).

De plus, le communiqué insiste sur la volonté de prévenir les « risques » et d'assurer la « sécurité », qu'elle soit nationale, sociale, mais aussi économique. Cette approche est cohérente avec la volonté, affichée plus loin, de moderniser les capacités de l'Armée Populaire de Libération (APL). Dans cette optique, la stratégie d'intégration civilo-militaire, déjà considérée comme une « stratégie nationale » depuis 2015, pourrait être renforcée, comme l'indique l'injonction à « encourager la montée en gamme conjointe de l'économie et de la défense ». Parmi les priorités ainsi identifiées, l'intégration de l'intelligence artificielle (智能化) dans le domaine militaire devrait ainsi être renforcée.

Aluminium : le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) souhaite que la production dans l'Ouest de la Chine ne soit plus encouragée

En [réponse](#) au [répertoire](#) des industries dont le développement est à encourager dans l'Ouest de la Chine publié en août par la Commission de développement et de réforme nationale (NDRC), le ministère de l'Ecologie et de l'Environnement (MEE) a demandé à ce que l'aluminium électrolytique et le coke soient [retirés](#) de cette liste. Le MEE motive cette demande par le caractère polluant et énergivore de la production d'aluminium et de coke, mais aussi en raison des surcapacités de ce secteur.

Pour mémoire, les importantes surcapacités chinoises dans le secteur de l'aluminium suite à de nombreuses subventions (taux d'utilisation d'environ 77% en 2016) avaient fait l'objet de mesures de restructurations destinées à mieux contrôler l'ouverture de nouvelles capacités. Cette restructuration s'inscrivait également dans l'optique de satisfaire la demande générée par le plan *Made in China 2025*



qui prévoit de faire de la Chine un leader dans les secteurs de haute technologie nécessitant de l'aluminium de qualité (voitures à énergie nouvelle, aérospatial, robotique).

Electronique : l'entreprise taïwanaise Foxconn tente de ralentir l'influence du chinois Luxshare

L'entreprise taïwanaise Foxconn, principale entreprise assemblant les iPhone d'Apple, a [mis en place](#) un groupe de travail pour tenter de ralentir l'influence croissante de Luxshare, son rival chinois en matière d'assemblage de produits Apple. Ce groupe de travail doit étudier les technologies, projets d'expansion et la stratégie d'embauche de Foxconn. A noter que des pratiques de débauchage de cadres de Foxconn par Luxshare ont déjà été relevées.

Créé en 2004, Luxshare a débuté par la fabrication de câbles pour iPhone et MacBook puis des AirPods, s'insérant ainsi progressivement dans la chaîne d'approvisionnement des produits Apple. Bien que Luxshare, dont 58% du chiffre d'affaires provient d'Apple, ne réalise que 5% du CA de Foxconn, sa croissance semble inquiéter son concurrent taïwanais.

Cybersécurité : conférence de la Chambre de commerce européenne à Pékin

Peu après la publication pour consultation publique du [projet de loi](#) sur la protection des données personnelles en Chine, s'est tenue à Pékin une conférence sur la cybersécurité organisée par la Chambre de commerce l'UE. Rappelant que l'augmentation de transferts de données en période de Covid-19 montre une tendance à davantage de connexions mais aussi à davantage d'expositions aux cyberattaques, cette conférence a principalement expliqué le contenu du *Cybersecurity classified protection scheme* (CCPS), une version [mise à jour](#) du *multi-level protection scheme* (MLPS) de 2007.

Si des mesures de cybersécurité existent depuis 2014 (lois sur la sécurité nationale), le domaine a connu un changement majeur avec l'adoption en 2017 de la [loi sur la cybersécurité](#) (CSL). Le CCPS établit ainsi une base de protection de la cybersécurité pour les opérateurs de réseau et un cadre de conformité universel en vertu de la CSL de 2017. Son champ d'application s'étend à la protection de cybersécurité d'infrastructures et en particulier des données.

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

DEVELOPPEMENT DURABLE, ENERGIE ET TRANSPORTS

Cinquième Plénum : mention du pic d'émissions de carbone

Le communiqué publié le 29 septembre à l'issue du 5^{ème} Plénum du Parti communiste chinois fournit des orientations générales et peu détaillées (pas d'objectifs quantifiés à ce stade) en matière de protection de l'environnement et de lutte contre le réchauffement climatique pour le 14^{ème} Plan quinquennal (relatif à la période 2021-2025) qui devrait être formellement approuvé en mars prochain.

Parmi la liste des objectifs fixés à l'horizon 2035, le communiqué mentionne l'engagement d'avoir atteint le pic des émissions de carbone, d'avoir fondamentalement amélioré l'état de l'environnement et d'avoir quasiment réussi à « construire la Belle Chine ».

Le communiqué appelle en outre au développement vert et à la protection de la nature : promotion du développement vert et sobre en carbone et de la coexistence harmonieuse de l'homme et de la nature ; adhésion à la devise « *Eaux claires et montagnes vertes sont atouts d'or et d'argent* » ; donner la priorité à la conservation, à la protection et à la restauration de la nature ; garder les limites de la « sécurité écologique naturelle » ; mettre en œuvre des stratégies de développement durable ; améliorer les mécanismes global en matière de civilisation écologique ; améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources ; etc. Le document n'évoque pas la neutralité carbone en 2060.

Communiqué du Plénum (en chinois) :

http://www.xinhuanet.com/politics/2020-10/29/c_1126674147.htm

Aviation civile : bilan du 13^{ème} plan quinquennal en matière d'infrastructures aéroportuaires et aides publiques en 2021 en soutien à l'aviation régionale et générale

L'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC) a dressé un bilan des progrès enregistrés en matière d'infrastructures aéroportuaires au terme du 13^{ème} plan quinquennal 2016-2020 : 41 nouvelles pistes ont été construites (soit 5,88 millions m² de terminaux aéroportuaires) représentant une capacité d'accueil de 400 millions de passagers supplémentaires. Au total, la construction ou la relocalisation de 43 aéroports devrait être finalisé à l'issue de la période, portant au total à 241 le nombre d'aéroports de transports civils et à 313 le nombre d'aéroports consacré à l'aviation générale en Chine. Ces résultats restent en dessous des objectifs affichés par la CAAC en 2016 pour la fin de l'exécution du 13^{ème} plan (soit à l'époque 260 aéroports de transports civils achevés en 2020 et environ 500 pour l'aviation générale).

En mai dernier, la CAAC a révisé sa réglementation pour les aides publiques versées aux aéroports accueillant un volume de passagers inférieur à 2 millions par an, de manière à les rendre plus accessibles aux infrastructures des régions enclavées, dans l'ouest et le sud du pays. En 2019, 168 aéroports se partageaient 151,8 M CNY (19,2 M EUR) d'aide publique ; en 2020, 174 aéroports ont été éligibles à une aide de 156 M CNY (19,7 M EUR) ; pour 2021, la CAAC prévoit que 202 aéroports seront bénéficiaires de 247,8 M CNY (31,3 M EUR). Ces sommes procèdent du fonds de développement de l'aviation civile, créé en 2012 et piloté par le Ministère des finances, qui se composent de taxes versées par les compagnies aériennes. Pour rappel, ces dernières ont été exemptées de leurs contributions au fonds en 2020, une des mesures de soutien financier mises en place par la Chine en soutien au transport aérien au début de l'épidémie de COVID-19.

En outre, les autorités subventionnent via ce fonds des compagnies aériennes qui opèrent sur des routes régionales intérieures, ainsi que des petits transporteurs d'aviation régionale. Le 14 octobre, le département des finances le CAAC a annoncé ses orientations budgétaires pour 2021 : 220 compagnies

d'aviation générale recevront un total de 503,75 M CNY (63,7 M EUR) d'aides publiques. Par ailleurs, en soutien au développement de routes régionales, 149,106 M CNY (18,9 M EUR) seront répartis entre 58 compagnies aériennes. La compagnie régionale privée China Express Airlines, fondée en 2006, tire son épingle du jeu cette année. Cette compagnie de Chongqing a communiqué sur un bénéfice net de 8,3 M CNY (1,05 M EUR) au S1. Ces résultats tiennent au massif soutien public dont elle a bénéficié pendant la période, soit 199 M CNY (25,1 M EUR) de subventions reçues, dont 154 M CNY (19,5 M EUR) pour le soutien de ses opérations sur certaines routes régionales. Certes, 94% des vols de China Express concernent des liaisons intérieures. Ces résultats contrastent donc fortement avec ceux du « Big Three » (Air China, China Eastern et China Southern), qui ont accumulés plusieurs dizaine de milliards de CNY de perte au S1, du fait d'une plus grande exposition au trafic international.

Energie : publication d'une circulaire explicitant le nouveau mécanisme de soutien aux énergies renouvelables

En janvier 2020, le ministère des Finances (MOF), la Commission nationale pour le développement et la réforme (NDRC) et l'Administration nationale de l'énergie (NEA) avaient publié une circulaire pour encadrer le développement de la production d'énergie renouvelable (hors hydraulique). Des clarifications quant aux nouvelles règles d'attribution des subventions aux projets de production d'électricité d'origine renouvelable ont été apportées dans une circulaire supplémentaire publiée fin octobre, une semaine après l'annonce de la construction de 50 à 60 GW de nouvelles éoliennes par an d'ici à 2030 lors du « *China Wind Power Summit* ».

Si la circulaire de janvier statuait que tous les projets d'énergie renouvelable éligibles aux subventions gouvernementales devaient recevoir un financement en fonction de leur « durée raisonnable d'utilisation » sur 20 ans, la dernière circulaire parue en octobre vient expliciter cette durée pour chaque type de projet. Les plafonds retenus sont les suivants :

- Pour l'éolien terrestre: 48 000, 44 000, 40 000 et 36 000 heures selon les projets (type I, II, III et IV) ;
- Pour l'éolien *offshore*: 52 000 heures ;
- Pour le photovoltaïque : 32 000, 26 000 et 22 000 heures selon les projets (type I, II et III) ;
- Pour les projets de biomasse: 82 500 heures ;

Le niveau de subvention accordé à un projet sur sa durée de vie sera calculé en fonction de ce plafond d'utilisation. Si la durée d'exploitation d'une installation est inférieure à cette « durée raisonnable d'utilisation » la subvention sera accordée sur la base de la production effective sur 20 ans. En revanche, si l'exploitation d'une installation est prévue au-delà du plafond horaire, alors l'électricité totale subventionnée sur la durée de vie du projet sera calculée proportionnellement à la « durée raisonnable d'utilisation ». L'électricité produite au-delà sera vendue au prix du marché. Cependant, les investisseurs pourraient trouver des sources de revenus complémentaires grâce au mécanisme (volontaire) d'échanges de certificats verts.

Certains analystes estiment que cette nouvelle réglementation est globalement positive pour le développement du secteur de l'énergie renouvelable car elle donne une visibilité à long terme aux investisseurs. D'autres sont au contraire sceptiques car de nombreux projets avec un facteur de charge élevé sur l'année recevraient en fait beaucoup moins de subventions qu'anticipé (typiquement les projets éoliens *offshore* ainsi que certains projets éoliens *onshore* dans les régions centrales de Chine).

Pour mémoire, la Chine a introduit un mécanisme de soutien aux renouvelables par des tarifs de rachat préférentiels (*feed-in-tariff*) dans les secteurs de l'éolien terrestre, du solaire photovoltaïque centralisé et décentralisé, et de l'éolien *offshore* entre 2009 et 2014. Les conditions d'éligibilité aux subventions des projets n'ont cessé d'évoluer depuis, et, face au déficit grandissant du Fonds de développement

de l'énergie renouvelable, la Chine se tourne progressivement vers la suppression des subventions pour les renouvelables.

Energie : production énergétique du troisième trimestre 2020

Les dernières statistiques de l'énergie publiées par le Bureau national des statistiques (NBS) pour le mois de septembre 2020 permettent de dresser le bilan de l'activité énergétique du troisième trimestre de l'année 2020 :

- Baisse de 4,5 % en glissement annuel de l'utilisation du charbon avec un volume total de 1 045 millions de tonnes se décomposant en 980 Mt de production locale (soit -1,8 % en g.a.) et 65 Mt d'importations (-31,9 %) ;
- Augmentation de 4,2 % en g.a. de l'utilisation de gaz naturel à 78 Md m³ se décomposant en 43 Md m³ (soit +4,4 %) de production locale et 34 Md m³ d'importations sous forme gazeuse ou de GNL (+3,8 %) ;
- Hausse de 13,7 % en g.a du pétrole brut avec un volume total de 196 Mt se décomposant en 49 Mt de production locale (+1,8 %) et 147 Mt d'importations (+18,3 %).

Par ailleurs, la production d'électricité représente 2 035 Md kWh au troisième trimestre, en hausse de 6,2 % par rapport à la même période de 2019, dont 68 % d'origine thermique (issue de charbon ou de gaz principalement – production en hausse de 2,0 % en g.a.), 27 % d'origine renouvelable (hydraulique, éolien et solaire – production en hausse de 11,3 %) et 5 % d'origine nucléaire (production en hausse de 4,9 %).

Sources : Bulletins du NBS pour la production d'énergie en [juillet](#), en [août](#) et en [septembre](#).

Aéronautique : les intérêts de Boeing sont-ils menacés sur le marché chinois ?

Le porte-parole du Ministère des affaires étrangères (WJB), M. ZHAO Lijian, a annoncé que les entreprises américaines Boeing Defence, Lockheed Martin et Raytheon, pourraient être sanctionnées pour leur implication dans de récentes ventes d'armes à Taiwan, pour une valeur de 1,81 Md USD. La nature, le détail ou le calendrier de ces éventuelles sanctions n'ont pas été précisés. Bien que le porte-parole du WJB ait pris le soin de ne mentionner explicitement que les activités défense de Boeing, l'entreprise américaine s'est néanmoins fendue d'une déclaration préventive, rappelant la cinquantaine d'années de coopération avec la Chine en matière d'aviation civile, illustrant « *un partenariat mutuellement bénéfique sur le long-terme* ».

La Chine est un marché clef pour Boeing, alors que le constructeur inaugurerait en décembre 2018, un centre de finition des 737 à Zhoushan, en partenariat avec COMAC. A l'instar d'Airbus, Boeing livrait en moyenne à ses clients chinois environ 20% de ses avions chaque année, avant l'immobilisation en mars 2019 de la flotte de 737 MAX suites aux accidents mortels de Lion Air et d'Ethiopian Airlines. A ce titre, les déclarations prudentes de M. FENG Zhenglin, administrateur de l'Administration de l'Aviation Civile de Chine (CAAC), au sujet de la campagne de nouvelle certification des 737 MAX pour leur retour en opération, contraste avec les positions plus ouvertes de l'AESA, l'agence européenne estimant que l'appareil apporte les garanties suffisantes pour reprendre rapidement ses services. De son côté, le dirigeant de la CAAC énonce trois conditions cumulatives semblant difficilement réalisables à court-terme : assurance donnée par Boeing sur les modifications de conception en matière de navigabilité et de sécurité de l'appareil ; plan de formation concerté pour tous les pilotes ; publication



des conclusions des rapports d'enquêtes des deux accidents en Indonésie et en Ethiopie, avec suivi par Boeing de leurs recommandations.

Menaces de sanctions ou retards potentiels pour un retour de Boeing sur le marché chinois, constituent des motifs de préoccupations pour les intérêts français, dans la mesure où la filière aéronautique est impliquée dans les programmes américains, comme l'illustre notamment Safran Aircraft Engines qui équipe de manière exclusive, au travers de la coentreprise CFM avec GE, les moteurs LEAP-1B des nouvelles séries de 737. En outre, le contexte de durcissement symétrique des positions américaines et chinoises en matière d'exportations et d'accès au marché, pourrait in fine aboutir à une forme de découplage des chaînes de valeurs de l'industrie aéronautique (Voir *Brèves du SER*, semaine du 12 octobre 2020). D'un autre côté, l'interdépendance des intérêts économiques sino-américains en matière d'aviation civile pourrait aussi évoluer dans une direction diamétralement opposée avec un *trade deal* aux bénéfices de Boeing, de ses fournisseurs et de ses clients chinois, mais dont la résolution reste suspendue à une évolution des relations bilatérales entre les Etats-Unis et la Chine.

Aéronautique : Airbus livre à China Southern le 500^{ème} appareil A320 assemblé dans son usine de Tianjin

Le 29 octobre, Airbus China a célébré [la livraison du 500^{ème} appareil de la famille A320](#), assemblé à sa chaîne d'assemblage (FAL) de Tianjin. Pour rappel, ce projet de coopération industrielle a été annoncé en 2005. Parmi plusieurs villes candidates, c'est la ville de Tianjin qui a été choisie en 2006. Installée dans la *Tianjin Free Trade Zone* (TFTZ), la FAL a ouvert ses portes en juillet 2008 sous la forme d'une coentreprise entre Airbus (51%) et un consortium chinois (49%), composé de TFTZ (60% du consortium) et d'AVIC (40% du consortium). L'implantation d'Airbus à Tianjin a drainé dans son sillage de multiples fournisseurs français du groupe (tels que Safran Seats, Daher ou WeAreAerospace, parmi d'autres), européens, internationaux, et bien sûr chinois (en particulier dans l'orbite du partenaire AVIC). En septembre 2017, Airbus a également mis en service à Tianjin un centre de finition et de livraison pour les avions A330 (détenu à 100% par Airbus), qui sera en capacité d'accueillir, à compter de l'an prochain, [des modèles A350](#) destinés aux marchés chinois et asiatique.

Au cours de ses 12 ans d'existence, la FAL de Tianjin a permis à Airbus de reconquérir des parts de marchés en Chine vis-à-vis de son concurrent Boeing, en passant de 20 à 50% de la composition de la flotte chinoise. Le 500^{ème} exemplaire produit à Tianjin, un A320neo propulsé par le LEAP-1A de CFM, a été livré à China Southern, première compagnie en Chine avec une flotte de plus de 850 appareils. La compagnie chinoise dispose de nombreux modèles Airbus, monocouloirs ou gros-porteurs, dont 4 appareils A380 : China Southern restera le seul client chinois du *super jumbo*, après la suspension du programme décidé en février 2019. Lors de la cérémonie du 29 octobre, M. LUO Lai Jun, Vice-Président de China Southern, a vanté les mérites de ce très gros-porteur, dont les services ont été estimés inappréciables, notamment pour le transport de passagers pendant cette crise épidémique. M. XU Gang, PDG d'Airbus China, s'est dit confiant sur les perspectives du marché en Chine, adossé à un trafic intérieur revenu en Q3 2020 à son volume de la période pré-épidémique.



Photo : www.carnoc.com

Retour au sommaire ([ici](#))

ACTUALITES REGIONALES

Grande Baie : la Grande Baie accueille un nombre croissant de grandes fortunes chinoises

Hurun a [dévoilé](#) sa liste 2020 des plus grandes fortunes de Chine. La richesse totale accumulée par les milliardaires chinois de la liste dépasse le PIB de l'Allemagne. La région GBA accueille 590 des plus grandes fortunes de Chine, dont 275 viennent de Shenzhen. La ville compte 84 grandes fortunes de plus que l'an dernier et devient la ville qui enregistre la plus forte augmentation de milliardaires. Guangzhou se classe à la 5ème place avec 117 milliardaires sur la liste. La région GBA affiche une forte concentration grandes fortunes. Dans le top 10, cinq entrepreneurs sont d'origine de la région GBA : MA Huateng (2ème, Tencent), WANG Wei (4ème SF), XU Jiayin (Evergrande), HE Xiangjian (Midea) et YANG jiahui (Country Garden). La croissance rapide des milliardaires de Shenzhen est étroitement liée au développement des industries émergentes de la ville : la richesse des entreprises du secteur de la haute technologie a connu la croissance la plus rapide.

Hainan : publication d'un premier plan de mise en œuvre du projet de port franc à Hainan

La province de Hainan a [promulgué](#) le 26 octobre un «Plan d'action pour l'édification du port de libre échange de Hainan (2020-2022) », 5 mois après l'officialisation du projet par le comité central du Parti communiste chinois (PCC) et le Conseil des affaires d'Etat. L'objectif du plan est de transformer l'île en un port de libre-échange doté d'un système juridique efficace et sain, d'un système fiscal compétitif et d'un environnement des affaires de premier ordre sur le plan international. Le plan contient 18 mesures déclinées en 60 missions, et prévoit la simplification des procédures administratives, la facilitation des investissements, la création d'un centre offshore pour le commerce international, le libre-flux des capitaux et des talents, la mise en place d'un système logistique efficace et la protection des données et la une réforme du système foncier rural, la cogestion civile et militaire de l'espace aérien. Parmi les mesures clés annoncées, Hainan va mettre en œuvre une politique de suppression des droits de douane pour le commerce de marchandises ; ouvrir et élargir l'accès aux services juridiques (avocats, notaires) ; introduire des procédures d'approbation « minimalistes » ; créer un guichet unique pour les investissements étrangers ; créer un système d'enregistrement international des navires ; construire un centre sous douane pour l'approvisionnement en pétrole ; créer un système de supervision pour l'importation sous licence de produits pharmaceutiques.

Grande Baie : la Grande Baie s'ouvre aux avocats de Hong Kong et Macao

La Chine a [lancé](#) un programme pilote de trois ans pour permettre aux avocats de Hong Kong et de Macao d'exercer le droit dans les neuf villes du Guangdong qui participent au projet de Grande Baie. Selon les directives publiées par le Conseil des Affaires de l'État, les avocats des deux régions administratives spéciales doivent passer un test de qualification juridique professionnelle préalablement à l'obtention d'un certificat leur permettant de travailler dans la Grande Baie. Les avocats titulaires de ce certificat pourront offrir des services juridiques concernant des affaires civiles et commerciales en appliquant le droit continental.

Canton : le métro de Guangzhou fait ses débuts à la bourse de Shenzhen

Le Guangzhou Metro Design and Research Institute, filiale du métro de Guangzhou, [a réalisé](#) son entrée à la bourse de Shenzhen jeudi 22 octobre. Créé en 1993 à Guangzhou, le métro souhaite ainsi lever 537 millions de yuans (80,68 millions de dollars) pour investir dans ses capacités de production et renforcer l'efficacité de ses systèmes d'information et de contrôle intelligent du réseau. Le métro de Guangzhou devient la première société de conception de métro cotée en bourse en Chine. L'année dernière, le groupe réalisait un chiffre d'affaires de 1,64 Mds CNY en progression annuelle de 11,3%.

A noter que le métro de Guangzhou poursuit également une stratégie de développement à l'international : en février 2020, il a signé un contrat portant sur l'exploitation et la maintenance de la première ligne de métro en construction au Pakistan, à Lahore. Il s'agit du premier contrat remporté par le métro de Guangzhou à l'étranger.

Shanghai : tenue du sommet financier du Bund, « Bund Finance Summit »

Faisant suite au Forum de Lujiazui en juin 2020, principalement organisé par les autorités financières de Shanghai, le « Bund Finance Summit » s'est tenu en octobre 2020 à Shanghai. Visant à promouvoir une discussion de haut niveau centralisée sur le développement financier de Shanghai, le sommet financier du Bund regroupe la participation de dirigeants bancaires chinois, de représentants d'institutions financières internationales et de personnalités économiques. Principalement tenu en ligne, pour l'édition 2020 le sommet a reçu les interventions parmi d'autres de : Wang Qishan (vice-président de la République populaire de Chine), Li Qiang (membre du Politburo et secrétaire du Parti de Shanghai), Zheng Yang (Président de Shanghai Pudong Development Bank), Yi Gang (gouverneur de la Banque de Chine), Jack Ma (Alibaba/Nations Unies), Adam Posen (Président de l'Institut Peterson), Joseph Stiglitz (Prix Nobel de l'économie), Jean Lemierre (BNP Paribas)... Les trois principaux messages véhiculés durant ce sommet ont été i/ d'assurer la continuité de l'ouverture de la finance chinoise au marché mondial ; ii/ de promouvoir le développement de la « Fintech » ; iii/ l'accroissement du rôle de Shanghai en tant que place financière mondiale et le rôle de l'innovation et de l'écologie dans son développement.

[Lire l'article du Shanghai Observer](#)

Shanghai : tenue du sommet de l'IBLAC, International Business Leaders' Advisory Council, en présence du maire de Shanghai Gong Zheng

Créé en 1989 par le maire de Shanghai Zhu Rongji, le sommet de l'IBLAC a pour objectif de réunir les dirigeants de grandes entreprises mondiales et de recevoir leurs contributions quant au développement du monde des affaires à Shanghai. Présidé par Michael Diekmann (Allianz SE), le conseil de l'IBLAC réunit une cinquantaine de membres de 16 pays étrangers dont Jean-Michel Tricoire (Schneider Electric), Emmanuel Faber (Danone), Jean-Paul Agon (L'Oréal), Jean Lemierre (BNP Paribas)... Se réunissant une fois par an à l'automne avec le maire de Shanghai, pour l'édition 2020 les interventions notables étaient celles de Carmine Di Sibio (EY), Joerg Reinhardt (Novartis), Jean-Paul Agon (L'Oréal), Emmanuel Faber (Danone)... Les intervenants ont renouvelé leur souhait de développer leurs activités à Shanghai mais se sont aussi engagés à participer à la consolidation des infrastructures et à l'environnement des affaires de Shanghai (santé publique, formation, ressources humaines, innovation dans le digital).

[Lire l'article dans Shine](#)

Zhejiang : annonce de la rénovation d'un canal important reliant les ports de Ningbo et Zhoushan

Principal canal pour les navires de 300 000 tonnes, le canal en eau profonde de Xiazhimen est situé dans la zone portuaire de Ningbo, entre les îles Xiazhi et Taohua. Pratiquement arrivé à saturation en termes de passages maritimes et connaissant des problèmes de goulot d'étranglement, le canal, mis en service en 2008, va être étendu de 390 à 440 mètres de largeur et de 23,5 mètres de profondeur, permettant un gain de 3 heures en termes de navigation. L'investissement total est de 387 M CNY. Ce projet, inscrit dans le 13^{ème} plan quinquennal du Ministère des Transports, participe à l'intégration des ports de Ningbo et Zhoushan et des voies maritimes du delta du Yangtsé.

[Lire l'article dans The Paper](#) *Retour au sommaire (ici)*

HONG KONG et MACAO

HONG KONG

Covid-19 : Les mesures de distanciation sociale sont de nouveau assouplies à compter du 30 octobre : 6 personnes par table au lieu de 4 sont autorisées dans les restaurants jusqu'à 2h du matin au lieu de minuit ; 4 personnes par table au lieu de 2 dans les bars ; réouverture des plages le 3 novembre ; plus de masque à l'intérieur des centres sportifs. Toutes les autres mesures sont reconduites (port du masque obligatoire, limitation à 4 personnes des rassemblements publics) outre les mesures aux frontières. Le gouvernement prépare l'exemption de quarantaine obligatoire pour les résidents de Hong Kong en provenance de Chine continentale à partir de novembre (actuellement des dispenses sont accordées aux « voyageurs essentiels » venant de Chine et un test Covid est requis). La mise en place du premier corridor de voyage de Hong Kong est attendue en novembre avec Singapour.

Commerce extérieur : les exportations de Hong Kong ont progressé en septembre de +9,1% à 379,3 Mds HKD après une contraction de -2,3% en août et -3% en juillet, tirées par la reprise des ventes à la Chine continentale (+ 17%). Les exportations vers les Etats-Unis progressent de +5,7% g.a. après 12 mois de contraction successive. Les importations progressent également, de 3,4% à 392 Mds HKD après une chute de -5,7% en août mais restent en retrait en provenance de Chine (-0,9% après -6,1% en août), des Etats- Unis (-21,6%) et du Japon (-7,4%). Si le 3e trimestre 2020 marque une amélioration des exportations de +4,4% et des importations de +3,6%, par rapport au T2 2020, au cours des 9 mois 2020, les exportations hongkongaises ont reculé de -4% g.a. et les importations de -6,8%. Le déficit commercial atteint 232,9 Mds HKD. Pour mémoire en 2019, les exportations avaient chuté de -4,1% et les importations de 6,5% en g.a.

Sentiment des affaires : les résultats du sondage réalisé par le gouvernement entre le 2 septembre et le 15 octobre indiquent que 25% des participants attendent une dégradation de leur situation au trimestre suivant (contre 28% au T2) et 17% une amélioration. Les plus pessimistes travaillent dans les secteurs de la construction, transports, logistique, finance et assurance, immobilier. Les plus optimistes sont dans les secteurs de l'hôtellerie et restauration.

L'indice des prix à la consommation recule de 2,2% en septembre (en glissement annuel) en lien notamment avec les réductions de loyers sur les logements sociaux

MACAO

Chômage : le taux de chômage de Macao atteint 2,9% au cours de la période de juillet à septembre en lien avec les pertes d'emploi dans les secteurs du jeu et du commerce de détail.

IDE: Macao publie les chiffres sur les IDE en 2019 : les flux et les stocks d'IDE entrants à Macao ont augmenté en 2019 (g.a.) de +167,8% à 6,8 Mds USD et de +21,2% à 43,5 Mds USD respectivement. Les stocks d'IDE des îles Vierges britanniques (11,21 Mds USD), de Hong Kong (10,8 Mds USD), des îles Caïman (10,14 Mds USD) et de la Chine continentale (7,43 Mds USD) ont augmenté respectivement de +9%, +8,9%, +75% et +15,7%. Les flux et les stocks d'IDE sortants de Macao ont augmenté de +293% à 0,57 Mds USD et de +9,4% à 6,96 Mds USD. Les investissements en Chine continentale atteignent 5,72 Mds USD, principalement concentrés dans la province du Guangdong.

TAIWAN

Relocalisation des capacités de production : leur montant pourrait atteindre 18 Mds EUR en 2020

Lors de la réunion mensuelle du *Third Wednesday Club (San San Hui)*, qui regroupe les patrons des 100 premières entreprises taïwanaises, la ministre de l'Économie, Mme WANG Mei-Hua, a déclaré que [le montant des investissements réalisés dans le cadre de la relocalisation à Taïwan de capacités de production d'entreprises taïwanaises pourrait atteindre 627 Mds TWD](#) (18 Mds euros) en 2020. Ces investissements concernent principalement des activités susceptibles d'être automatisées comme la fabrication de cartes mères (Gigabyte), les équipements cloud computing (Wiwynn), les solutions de communication (Accton), les équipements de réseau (Wistron NeWeb) et les serveurs (Quanta Computer). Ces relocalisations font suite aux trois programmes lancés par le gouvernement, en juillet 2019, dans le contexte des tensions sino-américaines, la pandémie de COVID-19 ayant contribué à accélérer leur mise en œuvre. Le [ministère des Affaires économiques \(MOEA\)](#) a validé 700 demandes d'entreprises pour un montant de promesses d'investissement de 1 131 Mds TWD (33 Mds EUR) dont 251,3 Mds TWD ont été réalisés en 2019. La ville de Taichung est la principale [destination de ces investissements](#), avec 140 relocalisations (184,8 Mds TWD), suivie par Tainan (90) et Taoyuan (77).

Production industrielle : 8ème augmentation consécutive en septembre

Selon le MOEA, [la production industrielle a augmenté de 10,73% en septembre, par rapport à la même période en 2019](#), soit la huitième augmentation mensuelle consécutive. Elle a augmenté de 5,64% au cours des trois premiers trimestres 2020. Largement concentrée dans le secteur manufacturier (+11,32% en septembre et +6,02% au cours des neuf premiers mois), cette augmentation provient des industries de l'électronique et des composants optiques (+21,89%), des composants électroniques (+15,72%) et des machines et équipements (+10,15%). Parmi les composants électroniques, la production des semi-conducteurs progresse de 20% en raison de la demande globale d'équipements destinés aux infrastructures 5G, des services « HPC » (*High Performance Computing*) et de l'IoT.

Transformation numérique : Microsoft renforce sa présence dans plusieurs secteurs

Le CEO de Microsoft Taiwan, Ken SUN, [a annoncé le renforcement des activités du groupe](#) à Taiwan dans l'intelligence artificielle, le « cloud computing » et l'implantation d'un nouveau centre de données ([Azure Data Center](#), le 66^{ème} dans le monde). A terme, cet investissement devrait générer une production en valeur de 300 Mds TWD (près de 9 Mds EUR), conduire à la création de 30 000 emplois sur les 4 ans et contribuer ainsi à faire de Taïwan un centre de l'économie numérique en Asie. Microsoft qui collabore déjà avec un large réseau de partenaires locaux (plus de 2400 entreprises et instituts de recherche), cible en priorité les [biotech, les semi-conducteurs, le « smart manufacturing » et les services financiers](#). Le groupe américain prévoit également d'investir dans la cyber-sécurité pour renforcer la fiabilité des chaînes de valeur locales. Selon Business Next, la présence à l'événement du CEO de Foxconn, Young-Way LIU, augurerait d'une collaboration future dans la production de serveurs.

Google : le groupe annonce la construction d'un troisième centre de données

Google a confirmé la construction prochaine d'un troisième centre de données à Yunlin. Taïwan est avec Singapour, [un des plus importants centres de R&D de Google en Asie](#), notamment grâce au recrutement de [2000 anciens ingénieurs](#) de HTC qui ont contribué au développement du Google Pixel. En 2020, les autorités américaines ont autorisé Google à exploiter le câble en fibre optique sous-marin (PLCN) entre les États-Unis et Taïwan après avoir bloqué son arrivée à Hong Kong.

MONGOLIE

GAFI : sortie de la Mongolie de la liste grise actée lors de la session plénière du 21-23 octobre 2020

Après avoir été placée sur la liste grise du GAFI lors de la session plénière d'octobre 2019, la Mongolie est sortie de la liste des pays présentant un régime déficient en termes de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme lors de l'assemblée plénière qui s'est tenue à Paris entre le 21 et 23 octobre 2020. Le FMI et les autres bailleurs se sont félicités de cette annonce, qui devrait avoir un impact positif sur les conditions d'accès à l'emprunt du pays sur les marchés internationaux et favoriser l'investissement en Mongolie. L'Union européenne a pris acte de cette décision et a annoncé qu'elle enclencherait le processus visant à faire sortir la Mongolie de sa liste des pays tiers à haut risque dont le dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme présente des carences stratégiques (5e directive anti-blanchiment). La Commission a aussi annoncé le 7 octobre 2020 avoir retiré la Mongolie de sa liste noire des juridictions fiscales non-coopératives.

Exportations de charbon à coke : la Mongolie dépasse l'Australie et devient le premier fournisseur Chinois.

La Mongolie a exporté [en septembre 2020 deux fois plus de charbon à coke](#) à destination de la Chine que l'Australie, confirmant ainsi sa position de principal fournisseur chinois de matière première sidérurgique. Alors que la Chine avait importé 3,02 m/tonnes de charbon à coke d'Australie en août 2020, et 3,07 m/tonnes de Mongolie, le pays a considérablement réduit ses importations d'Australie, ces dernières diminuant à 1,98 m/tonnes en août contre 3,89 m/tonnes en provenance de son voisin du nord.

Cette tendance devrait se poursuivre, dans la mesure où les aciéries chinoises ont reçu un avis verbal officiel de cessation des importations de charbon australien, ce qui a conduit à la chute des prix du charbon à coke maritime (et en particulier pour le charbon à coke dur de qualité supérieure).

[Retour au sommaire \(ici\)](#)

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du S.E.R. (adresser les demandes à [pekin\[at\]dgtresor.gouv.fr](mailto:pekin[at]dgtresor.gouv.fr)).

Clause de non-responsabilité

Le SER s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



Auteur : S.E.R. de Pékin et Service économique de Hong Kong, Service économique de Taipei

Adresse : N°60 Tianzulu, Liangmaqiao, 3e quartier diplomatique, district Chaoyang, 100600 PĚKIN – RPC, CP 100600

Rédigé par : Lennig Chalmel, Zilan Huang, Florent Geelhand de Merxem, Furui Ren, Kimberley Le Pape, Pascal Millard, Camille Paillard, Lianyi Xu, Dominique Grass, Maxime Sabourin, Odile Huang, Hugo Debroise

Revu par : David Karmouni, Antoine Moisson, Jean-Philippe Dufour, Valérie Liang-Champrenault, Alain Berder, Orhan Chiali

Responsable de publication : Jean-Marc Fenet